

CONTADORA

Le gouvernement canadien est vivement préoccupé par les tensions qui déchirent l'Amérique centrale. Le Canada n'a cessé d'exprimer son désir d'aider à trouver des solutions aux problèmes cruciaux de la région. Dans le discours qu'il a prononcé l'an dernier devant l'Association interaméricaine de la presse, le Premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a qualifié l'initiative de Contadora de "meilleur instrument de réconciliation en Amérique centrale". Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a -- à maintes reprises, dans ses déclarations publiques au Canada et à l'étranger -- exprimé le ferme appui du Canada pour le Groupe de Contadora. M. Clark a réaffirmé sa position lors de ses visites en Argentine, en Uruguay et au Venezuela en 1986. Dans un message que M. Clark a adressé aux ministres des Affaires étrangères du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui de Lima ainsi qu'aux secrétaires généraux des Nations-Unies et de l'Organisation des Etats américains, en janvier 1987 à l'occasion de leur mission auprès des pays d'Amérique centrale, il a affirmé que les efforts du Groupe de Contadora "ont soutenu l'espoir de la communauté internationale de voir apporter une solution durable à la crise en Amérique centrale". En outre, la délégation canadienne a fait, en 1986, devant l'Assemblée générale des Nations Unies une déclaration de soutien au Groupe de Contadora.

Comme l'a déclaré récemment le Premier ministre Mulroney, "nous ne sommes pas non plus en faveur d'exporter la révolution, pas plus que nous n'approuvons l'intervention d'une tierce partie où que ce soit en Amérique centrale, quelle que soit cette tierce partie, et quels que soient ses intérêts légitimes dans la région. Nous déplorons que les tiraillements Est-Ouest se soient propagés jusqu'en Amérique centrale, et nous n'approuvons pas qu'un pays, quel qu'il soit, fournisse des armes à une faction de la région, quelle qu'elle soit".